REPUBLIQUE DU DAHOMÉY

DECRET N°71-254 du 29 décembre 1971

Ampliatiions:

JORD	1
PC /SGG	10
MCP	4
Ministères	12
MIS/DAI	10
CS	6
HC	2
DEP-DAGJL	4
Dtion STAT.	2
DFP+s/Dtions	6
IAA-IGF-DCCT	3
DN-CF-DB-	3
DI	8
Trésor	4
Gde CHANC.	1
DC	5
Préfectures	2
S/Préfectre	1
Intéressé	1

abrogeant l'article 1er du décret 71-223 du 18 novembre 1971, portant nomination de Mr Félix AGBANGLA en qualité d'Adjoint au Sous-Préfet de Djougou

LE PRESIDENT DU CONSEIL PRESIDENTIEL, CHEF DE L'ETAT, CHEF DU GOUVERNEMENT,

VU la Déclaration du 30 Avril 1970, instituant un Conseil Présidentiel;

VU l'Ordonnance n°70-34/CP du 7 Mai 1970, portant Charte du Conseil Présidentiel;

VU la Loi n°65-20 du 23 Juin 1965, fixant les règles relatives à l'organisation générale de l'Administration Publique;

VU le Décret n°70-81/CP du 7 Mai 1970, portant formation du Gouvernement et le Décret n°71-149 du 4 Août 1971 qui l'a complété;

VU le Décret n°41/PC-SGG du 16 Avril 1964, fixant la liste des emplois ou charges pour lesquels la nomination est laissée à la discrétion du Gouvernement et le Décret n°70-122/CP du 5 Juin 1970 qui l'a complété;

VU le Décret n°304/PC-DAI du 26 Août 1965, fixant les attributions et les prérogatives des Préfets, et Sous-Préfets et déterminant les modalités d'organisation des services directement placés sous leur autorité;

VU le Décret n°71-223 du 18 Novembre 1971, portant nomination d'Adjoints aux Sous-Préfets de Djougou et de Kouandé, notamment son article 1er;

SUR la proposition du Ministre Délégué à la Présidence du Conseil Présidentiel Chargé de l'Administration Territoriale et de la Sécurité,

DECRETE :

Article 1er.- Sont et demeurent abrogées les dispositions de l'article 1er du Décret n°71-223 du 18 Novembre 1971, portant nomination de M. Félix AGBANGLA en qualité d'Adjoint au Sous-Préfet de Djougou.

Article 2.- Le présent Décret sera publié et communiqué partout où besoin sera./.

Fait à COTONOU, le 29 décembre 1971

par le Président du Conseil Présidentiel, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

Le Ministre Délégué à la Présidence du Conseil Présidentiel, Chargé de l'Administration Territoriale et de la Sécurité,

Mama AROUNA.

Hubert MAGA.

Le Ministre des Finances,

Pascal CHABI KAO.